

AP N° 2023-MD-200-IC

**ARRÊTÉ préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la société MHCS de respecter des prescriptions concernant l'exploitation de son
entrepôt situé sur le territoire de la commune Recy (51520)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
VU le Code des relations entre le public et l'administration ;
VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2019-A-105-IC du 21 août 2019 portant autorisation environnementale d'exploiter du site MHCS à Recy ;
VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS, Parc industriel de cités en Champagne à Recy ;
VU le projet d'arrêté porté le 9 octobre 2023 à la connaissance de l'exploitant ;
VU l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 1.4 au I), l'exploitant ne dispose pas de Fiche de Données de Sécurité pour ses matières dangereuses ;
CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 1.4 au I.1), les matières dangereuses ne sont pas signalées dans l'état des stocks du site ;
CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 1.4 au I.2), l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage ;
CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 13), l'exploitant n'organise pas d'exercice de défense contre l'incendie ;
CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 août 2019 (article 8.7.2), l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la disponibilité en débit et pression de deux poteaux incendie en simultané ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 19 juillet 2023 des installations de la société MHCS à Recy, que contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (annexe II point 23), l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement: *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. ».*

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions du présent arrêté

La société MHCS, dont le siège social est situé 9, avenue de Champagne - 51200 Epernay, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants selon les délais considérés.

Article 2 : État des stocks

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, s'agissant des fiches de données de sécurité des matières dangereuses, de la signalisation des matières dangereuses dans l'état des stocks et de l'existence d'un état des stocks synthétique et vulgarisé.

Article 3 : Exercice de défense incendie

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, s'agissant de la réalisation d'un exercice de défense incendie.

Article 4 :Poteaux incendie

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2019 susvisé, s'agissant du débit simultané de deux poteaux incendie.

Article 5 :Plan de défense incendie

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, s'agissant du plan de défense incendie.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.521-18 du Code de l'environnement.

Article 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 9

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le maire de Recy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société MHCS dont le siège social est situé 9, avenue de Champagne à Epernay (51200).

Châlons-en-Champagne, le **02 NOV. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

